

part non négligeable de l'électorat ouvrier. Il s'est appuyé sur un « rassemblement » d'aventuriers issus des milieux gaullistes de la Résistance, de rescapés du pétainisme, en passant par le R.P.F., une sorte de « société du 10 décembre ». Il a cherché à intégrer et neutraliser la classe ouvrière par toute une politique de collaboration de classe et d'association capital-travail, des procédures Toutée aux projets de participation en passant par l'amendement Vallon et l'ordonnance de 1967 sur « l'intéressement des travailleurs aux bénéfices de l'entreprise ». Si ces pièges ont dans l'ensemble été déjoués, les illusions et les mirages de la collaboration de classe ont pu être entretenus jusqu'après la chute de de Gaulle, grâce à un contexte d'expansion exceptionnelle : de 1968 à 1972, le produit national brut a augmenté en France de 26 % contre 20,8 % en Allemagne, 14,5 % en Italie, 8,8 % en Grande-Bretagne, 11 % aux U.S.A. ; de 1969 à 1973, les exportations françaises ont augmenté en volume à un rythme annuel légèrement supérieur à celui du Japon, et très supérieur à celui des autres pays capitalistes développés.

Cette compétitivité du capitalisme français dans les années écoulées tient au bénéfice de la dévaluation de 1969, mais surtout à l'intensification des cadences, à la longueur record de la semaine de travail, à la faible progression des salaires, en un mot à la relative accalmie sociale qui a suivi 1968 : de 1968 à 1972, les salaires ont augmenté en moyenne de 12 % par an contre 20 % en Italie et en Allemagne ; il y a eu dans la période cinq fois moins de journées de travail perdues pour fait de grève qu'en Grande-Bretagne. Néanmoins, le salaire minimum a augmenté en moyenne de 14 % par an et les miettes de l'expansion ont permis de nourrir temporairement les contrats de progrès de Chaban et d'alimenter le mythe de la nouvelle société.

Pourtant, l'équilibre des forces sur lequel reposait le gaullisme était miné dès avant 1968. La grève générale de mai-juin l'a irrémédiablement rompu. Il en est résulté un nouveau rapport de forces qui exprime le renforcement numérique, le rajeunissement et le regain de combativité et de conscience de la classe ouvrière. Dès lors, l'une des bases du régime, la relative résignation d'un prolétariat défait, disparaît, le régime ne peut que se transformer ou périr. Moins d'un an après 1968, à l'occasion du référendum d'avril 1969, la bourgeoisie se débarrasse de de Gaulle, Giscard portant le coup de grâce. Pompidou qui avait préparé la relève, lance la formule d'ouverture dans la continuité ; tenant compte des nouveaux rapports de forces, il impose à toutes les fractions de l'U.D.R. la nouvelle majorité présidentielle élargie aux R.I. et au C.D.P. et la présentation de cette nouvelle majorité aux législatives de 1973 sous le sigle unique de U.R.P.

Le second coup dur porté au régime, c'est l'impossibilité éprouvée d'intégrer ou de neutraliser la classe ouvrière en lui imposant la participation ou l'intéressement par-dessus la tête de ses organisations syndicales. La politique de contrats de progrès en tient compte et reconnaît les organisations syndicales comme les interlocuteurs naturels du gouvernement et du patronat, ce qui s'inscrit dans la logique du renforcement des droits syndicaux négocié à Grenelle. Pourtant, la politique de Chaban n'a jamais fait l'unanimité ni dans la bourgeoisie, ni dans son propre mouvement. Elle était faite, selon Chirac, « pour des électeurs qui ne voteraient jamais pour nous ». Le limogeage de Chaban et l'arrivée de Messmer à la tête du gouvernement en juillet 1972 marquent un changement d'orientation : l'ouverture de la campagne pré-électorale du pouvoir. Sans que la

politique contractuelle soit abandonnée, il s'agit dès lors de s'adresser aux catégories « défavorisées » et de les appâter par d'habiles saupoudrages démagogiques, qui trouvent leur expression concentrée dans le programme de Provins. Une série de dispositions budgétaires visent les artisans, les commerçants, les P.M.E., les agriculteurs, les cadres. Si la majorité gagne les élections législatives de mars 1973, l'U.D.R. perd la majorité absolue au Parlement. Le régime dégringole une nouvelle marche.

La déroute présidentielle de Chaban n'est qu'une nouvelle étape et non la dernière dans la dégringolade du régime. Par sa candidature, il prétendait incarner « l'esprit de rassemblement du gaullisme » au moment même où, de reculs en défaites, l'U.D.R. était tombée au rang d'une fraction parlementaire parmi d'autres, moins homogène que d'autres. Il voulait donner à ce rassemblement une coloration populaire grâce au thème des contrats de progrès et de la nouvelle société, où, avec la fin de l'euphorie expansionniste, les appâts de la collaboration de classe sont de plus en plus maigres. Il se voulait enfin le défenseur des institutions de la V^e République au moment même où les contradictions d'un régime privé d'homme providentiel devenaient d'autant plus explosives que le mouvement sur lequel il s'appuyait était affaibli et divisé. Il est significatif que Pompidou qui avait su en son temps, remplir le vide politique en annonçant sa candidature dès janvier 1969 à Rome, n'ait pu, se sachant condamné, désigner son successeur. Il est donc logique que, du point de vue de ses intérêts, la bourgeoisie ait choisi Giscard.

12.

Quelles solutions Giscard peut-il apporter à la crise du régime et de ses institutions ? Il serait logique qu'il cherche à parachever la transformation du régime en régime présidentiel, en légalisant les pouvoirs exorbitants du président et en supprimant son droit de dissolution de l'Assemblée. La construction d'un grand parti conservateur, courroie de transmission de la politique présidentielle est indispensable à la réussite d'un tel projet ; de même que la possibilité d'alternance entre deux grandes formations bourgeoises ou contrôlées par la bourgeoisie. Or, la réunion de ces conditions reste des plus improbables, ce qui compromet l'aboutissement du projet présidentiel. Avec quoi souder des alliances durables ? Comment, dans le contexte économique actuel, reconquérir les faveurs des fractions petites-bourgeoises, au-delà de quelques pourboires électoraux ? L'Union de la gauche, P.C.F. inclus, constitue-t-elle un interlocuteur assez sûr dans le cadre d'une alternance présidentielle (non que la bourgeoisie craigne les projets réformistes, mais la dynamique sociale qui risque de les déborder). Autant de problèmes et de questions qui rendent bien peu crédible la stabilisation d'un régime présidentiel, aussi longtemps que subsistera la polarisation sociale et politique qui se développe depuis 1968. Nous ne sommes pas en 1945. Et les mêmes raisons qui ont ruiné les visées populistes du gaullisme empêcheront que se forme un grand parti démocrate-chrétien ou conservateur, bénéficiant d'une large clientèle électorale populaire. C'est pourquoi la majorité nouvelle, dont parlait Giscard pendant sa campagne, loin d'aller vers la fusion organique demeure une fragile coalition présidentielle.

Giscard était, pour le grand capital, le candidat le plus sûr. Sentant venir les temps difficiles, il a axé sa campagne sur l'anticommunisme et les pourboires électoraux. Il est apparu comme le candidat résolu de l'union des droites, le candidat d'une bourgeoisie refusant toute compromission avec le P.C.F. Mais élu président avec à peine 51 %